

Flambée des prix alimentaires

La spirale de la faim

Un accès de fièvre sur les marchés agricoles et c'est le spectre de la faim dans le monde qui resurgit. En réalité, que les récoltes soient bonnes ou mauvaises, les prix des matières premières hauts ou bas, c'est toujours un milliard d'êtres humains qui crient famine. Et voici que les déséquilibres de la mondialisation agricole aggravent la misère. Emeutes de la faim en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, profits pour les spéculateurs : la dérégulation des échanges internationaux montre ses cruelles limites tandis qu'apparaît une nouvelle menace, la guerre alimentaire du *xxi*^e siècle

A Haïti, la faim a un nouveau nom : Chlorox. Du nom de l'eau de Javel. Chlorox parce que la faim blanchit les hommes comme le Chlorox le linge. Chlorox parce que la faim, dit le dicton, a le même effet sur le ventre de l'homme que l'absorption de ce puissant désinfectant. Chlorox, donc, pour désigner l'inflation déraisonnée qui touche le riz, la farine, tous les produits de première nécessité. A Haïti, début avril, les hommes chloroxés sont sortis dans la rue pour crier leur colère. Pillages, violences. Et destitution du Premier ministre, dans le chaos ambiant. Le Chlorox est aujourd'hui partout dans la planète. En Afrique, évidemment. Au Sénégal, au Cameroun, au Niger, où plane le spectre des grandes famines. Mais aussi dans les pays qu'on croyait préservés, l'Égypte, où la hausse du prix du pain a mis des popula-



Marché de rue à Port-au-Prince, Haïti, en avril dernier. La flambée des prix alimentaires a provoqué des troubles et la chute du Premier ministre.

tions dans la rue, le Mexique, où la tortilla a flambé, les Philippines. Au total, 35 pays sont en « crise alimentaire » selon la FAO (Food and Agriculture Organization). Tandis que les multinationales de l'agro-business prospèrent, que les traders de la City spéculent et affolent le marché, les prix de la nourriture grimpent partout à n'en plus finir. La mondialisation aurait-elle trouvé ses limites ? Voyage dans une planète qui a perdu les pédales.

HANOÏ Le riz amer

Il est midi, le soleil est au zénith, la chaleur, écrasante, tombe sur les rizières qui s'étendent à perte de vue dans la campagne près de Hanoi. Nguyễn Van Thu, 42 ans, est rentré à la maison : une petite pièce étouffante de 20 mètres carrés, avec deux lits, l'un pour

ses trois enfants, l'autre pour les parents. Dans la cour, quelques poulets maigrelets, un chien efflanqué aboie après les visiteurs. Le riz, nouvel or blanc ? La flambée des cours qui affole les marchés du monde entier ne semble pas être parvenue jusqu'ici. En ce moment, Nguyễn Van Thu se prépare à vendre la récolte de mai. « On la vendra moins cher que celle d'octobre. C'est toujours disponible car on doit en garder pour nous et tenir jusqu'à mai. » Certes, les prix sont plus hauts que l'an dernier, mais Nguyễn Van Thu n'en profitera pas. « Le prix des engrais et des insecticides a doublé. Comme le prix de l'essence, de l'huile, du sucre. » Au total, la famille tirera 600 euros de ses deux récoltes de riz cette année. « Avec les enfants, c'est dur. Notre aînée de 17 ans travaille déjà aux champs et va devoir arrêter l'école. C'est trop cher. »

Nguyễn Van Thu est loin d'imaginer que sur les marchés mondiaux on se bat pour son riz. « Du riz vietnamien, on n'en trouve plus actuellement, dit Jean-Pierre Brun, courtier en riz. Le Vietnam a suspendu ses exportations et, comme c'était le deuxième exportateur mondial, ça a mis le marché sens dessus dessous. » Tout comme l'ont fait l'Inde ou le Cambodge, cette mesure extrême a été prise pour conjurer le spectre de la pénurie de riz. Le gouvernement vietnamien souhaite éviter les tensions que vient de connaître la Thaïlande, où l'armée a dû être déployée pour surveiller les stocks. Seulement voilà, même si la récolte a été bonne, même si la pénurie ne concerne pas le Vietnam, les prix commencent néanmoins à flamber. « Il y a beaucoup de gens qui spéculent. Ils stockent pour revendre plus tard plus cher », dit

Eduardo Munoz/Reuters

Frédéric Saliba



La famille Basurto à Iztapalapa, un quartier pauvre de Mexico. Depuis décembre, tout augmente, dont le maïs, la base de tous les repas.

Thank Hoa, une marchande de riz. A Hô Chi Minh-Ville, on a vu récemment des mouvements de panique, une file d'attente piétinait encore le soir devant le supermarché Coopmart dont les clients avaient vidé tous les étals : au cours de la journée, le prix du kilo de riz était passé de 10 000 dôngs (0,5 euro) à 18 000 dôngs (0,9 euro).

GENÈVE

Jackpot pour les négociants

C'est devenu la capitale mondiale des *commodities*, les matières premières, comme on dit dans le jargon. La plaque tournante pour le commerce du riz, du fait de sa position centrale entre l'Asie et l'Afrique, grand importateur. A Genève, il y a tous les mastodontes du négoce, comme Cargill ou le français Louis-Dreyfus, qui, très discrets, ont décliné toute demande d'interview. Pourtant, pour eux les affaires vont bien, très bien même : sur les neuf derniers mois, Cargill a engrangé 2,9 milliards de dollars de bénéfices, soit une hausse de 80%. Avenu franc de Huma Burnewe, une courtière en riz : « Notre métier, c'est d'acheter et de vendre. Alors quand ça monte, forcément, on gagne beaucoup plus d'argent. » Huma, pourtant, n'est pas très à l'aise avec ce qui se passe. Beaucoup de courtiers n'osent plus aller décharger la marchandise en Sierra Leone ou en Côte d'Ivoire. Par peur des réactions de la population. « C'est la folie, on ne sait pas où le prix du riz va s'arrêter. On se demande qui pourra encore acheter. A Conakry, le prix du sac de riz de 50 kilos a atteint 180 000 francs guinéens (30 euros). C'est pratiquement le salaire mensuel des fonctionnaires là-bas. » Mais les affaires sont les affaires. Aujourd'hui, avec les restrictions à l'exportation des pays producteurs comme le Vietnam, la marchandise est si difficile à trouver que les courtiers rechignent à reven-

dre. Avec la flambée du riz, le temps de la traversée de l'Asie jusqu'à l'Afrique, les prix ont déjà augmenté de 10, 20 ou 30%. Résultat : certains importateurs africains, ne pouvant suivre la hausse, risquent de faire défaut. Par précaution, certains traders achètent mais laissent leur cargaison en Thaïlande, en « gardant leur position ». D'autres l'acheminent à bon port. Mais une fois arrivés à destination, ils attendent.

DAKAR

Le règne des spéculateurs

Il est là, au port. Un bateau chargé de 18 000 tonnes de riz. Bloqué depuis quatre mois. Moustapha Tall, le plus gros importateur de riz du Sénégal, ne décolère pas. « Le négociant à Genève refuse de me le vendre. Il prétend que je suis en défaut. En fait, il espère le vendre encore plus cher. » On appelle cela des bateaux flottants. Une pratique devenue courante dans le business. Pénurie de riz ? A Dakar, on a manifesté contre la vie chère et la hausse du riz, la base du plat national, le tiboudienne. Pour calmer la grogne, le président Wade a décidé de plafonner le prix du riz à 280 francs CFA le kilo (0,5 euro). Et il s'est engagé à payer la différence aux importateurs. Sauf que la subvention n'est toujours pas arrivée. Résultat ? « Aujourd'hui, je suis le seul à vendre mon riz dans les magasins de Dakar, dit Moustapha Tall. Les autres ont du stock, mais ils le gardent pour plus tard. Ils ont peur de ne pas recevoir la subvention. » De fait, on trouve souvent le riz à des prix bien plus chers que le prix officiel. Il y a toujours preneur, de toute façon. « Il y a beaucoup de spéculation. De la part des grossistes, des

détaillants, des marchands qui cachent le riz pour faire plus de bénéfices plus tard », dit Mamadou Seck, journaliste à « l'Observateur du Sénégal ». Tall est furieux. Il regrette le temps où le commerce de riz était géré par une société étatique. « Depuis la libéralisation en 1995, c'est n'importe quoi. Le marché est complètement morcelé. On n'a pas assez de puissance financière pour peser face à nos négociants à Genève. » Il ne comprend pas comment son pays en est arrivé là : « Dire qu'on dépend du riz vietnamien ou thaï alors qu'on pourrait en faire pousser chez nous ! Le problème, c'est que le riz local a été complètement cassé par le riz importé qui était vendu bien moins cher. » Au marché Sandaga à Dakar, on ne trouve plus de tomates produites par les paysans locaux. Elles viennent toutes d'Espagne, vendues à des prix ultracompetitifs grâce aux subventions de la PAC.

MEXICO

Les révoltés de la tortilla

S'il y avait encore le Monte de Piedad, l'institution refuge pour tous les Mexicains, en proie à la flambée des prix de la vie quotidienne depuis deux ans. Mais dans l'appartement des Basurto, il n'y a pas grand-chose à gager, même pas une télé. A Iztapalapa, un quartier pauvre du nord-est de Mexico, la plupart des logements n'ont même pas l'eau courante. Eduardo, 36 ans, et Maria ont pourtant tous les deux du travail, comme ouvriers dans la construction d'autoroutes, mais ils n'arrivent plus à s'en sortir. Malgré des horaires déjà costauds, de 5 heures du matin à 15 heures, pour un salaire de 50 pesos l'heure (3 euros), Eduardo fait en plus des petits boulots au noir. « Et moi, je vais devoir faire des ménages », soupire Maria. L'an dernier, Eduardo et Maria sont ainsi sortis dans la rue manifester, scandant « *Sin maíz no país* » (sans maïs pas de pays). C'était les premières émeutes de la faim. Ici, à Mexico, capitale d'un pays pourtant « développé ». Le détonateur ? La flambée du maïs, dopé par la demande en biocarburants, qui ont accaparé 30% de la récolte américaine. Un séisme sur le marché. « Le maïs, c'est la base de tous nos repas. On en achète 7 kilos par semaine. Quand son prix est passé de 7 à 11 puis à 14 pesos le kilo, tout le monde a explosé. » Aujourd'hui, le gouvernement a tenté tant bien que mal de calmer la grogne. A coups de subventions, le prix de la tortilla a été plafonné, un système de tickets de lait à tarif préférentiel a été mis en place pour les familles avec enfants. Mais la situation reste explosive. « Depuis décembre dernier, le riz, l'huile, le piment, les haricots, tout a augmenté », égrène Maria en une longue litanie. Eduardo dit que « c'est la faute aux gringos [les Américains] ». Et à ce maudit Alena, l'Accord de Libre-Echange nord-amé-

ricain, signé en 1994 avec les Etats-Unis et le Canada. La règle de l'Alena est simple : c'est le grand voisin qui gagne à tous les coups. Paradoxe de la mondialisation, le Mexique, pourtant l'un des tout premiers producteurs de maïs, est devenu de plus en plus dépendant du maïs américain transgénique qui, produit de manière intensive et à vil prix, est en train de tuer les producteurs locaux mexicains. Résultat ? Les paysans préfèrent abandonner leurs cultures de maïs ancestrales pour la marijuana : en 2006, le Mexique est devenu le premier producteur de marijuana, avec 9 millions d'hectares cultivés contre 8 millions pour le maïs.

DAKAR

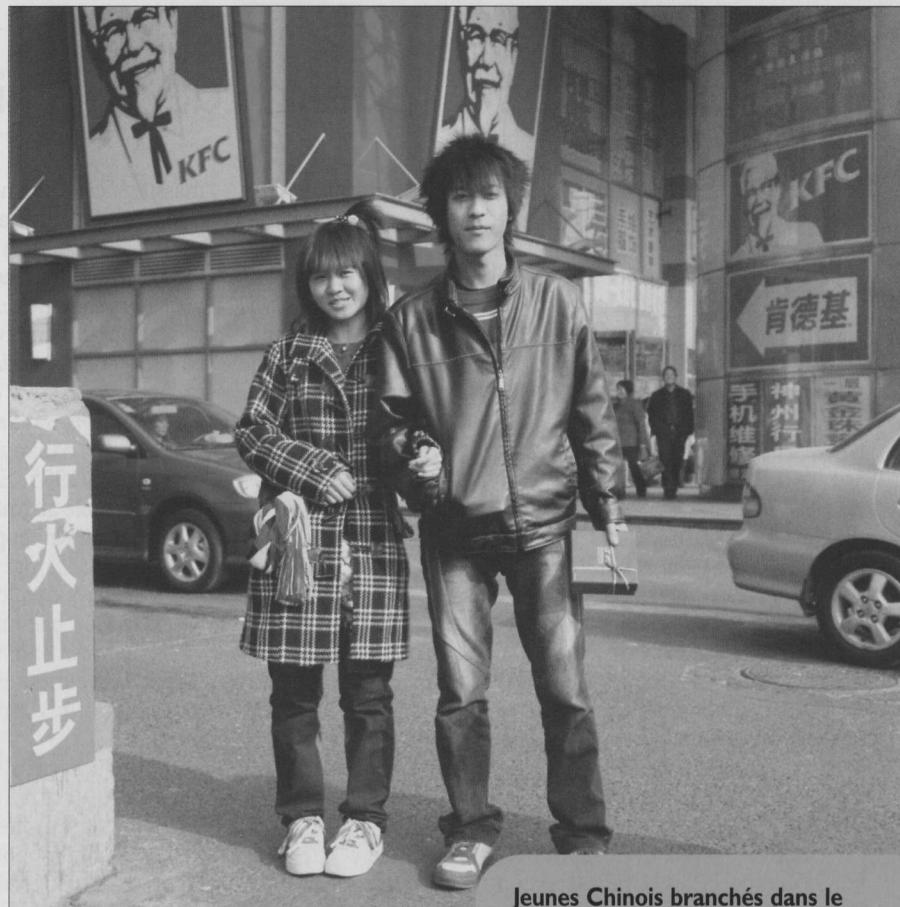
La folie des biocarburants

C'est le tout nouveau joujou du président sénégalais Abdoulaye Wade. Créé il y a quelques mois, le ronflant ministère des Biocarburants, des Energies renouvelables et de la Recherche a des ambitions pharaoniques : accroché aux basques du président brésilien Lula, Abdoulaye Wade rêve carrément de monter une « Opep verte » grâce aux biocarburants, nouvel aimant à devises. En novembre dernier, le Sénégal a inauguré sa première usine de biocarburants. Une aubaine pour la Compagnie sucrière sénégalaise, qui compte bien sur l'éthanol pour dynamiser son chiffre d'affaires. Et un peu partout dans le pays fleurissent des plantations pilotes de *jatropha*, jadis délaissé et vanté désormais comme la nouvelle plante miracle des agriculteurs qui veulent produire du carburant. Et tant pis si le *jatropha* ne se mange pas. Tant pis pour les vœux pieux d'autosuffisance alimentaire. Avec ses millions d'hectares disponibles, l'Afrique est désormais le nouvel eldorado de l'or vert. Au Bénin, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Niger, on ne jure plus que par le *jatropha*. « *Les entreprises occidentales sont en train d'investir massivement. Elles rachètent des terrains à tour de bras. Les petits paysans ne peuvent pas lutter* », dit ainsi Robert Bailey, de l'ONG Oxfam. En Tanzanie, des milliers de cultivateurs de riz et de maïs ont déjà été chassés pour faire place à des plantations de canne à sucre ou de *jatropha*. Pour Jean Ziegler, rapporteur à l'ONU pour le droit à l'alimentation, les biocarburants sont un « *crime contre l'humanité* ». Excessif ? Un plein à l'éthanol contient suffisamment de maïs pour nourrir une personne pendant une année.

PÉKIN

Le triomphe du fast-food

Il y en a même un sur la Grande Muraille. Au menu, les fameuses ailes de poulet grillées, mais aussi des pousses de bambou et des



Jeunes Chinois branchés dans le quartier de l'avenue Xidan à Pékin. La chaîne Kentucky Fried Chicken a ouvert 1 800 magasins dans le pays.

racines de lotus. Avec 1 800 magasins ouverts, la chaîne de fast-food Kentucky Fried Chicken fait un tabac dans l'Empire du Milieu. Sa cible de prédilection ? La génération des « petits empereurs », qui n'ont connu que le boom économique et incarnent à merveille ces nouvelles classes moyennes urbaines pour qui aller au McDonald's ou au KFC est du dernier chic. Et qui sont en train de changer d'alimentation. La consommation de viande ? Elle est passée de 20 à 50 kilos par personne et par an. Et les Chinois se sont aussi mis aux produits laitiers, une nouveauté. En témoigne la croissance effrénée de Mengnu, une entreprise de Mongolie-Intérieure, région connue pour son cheptel de vaches, qui, créée en 1999, pèse désormais 1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires. La Chine, déjà devenue l'un des tout premiers producteurs de viande, devrait devenir le 3^e producteur de lait au monde. Le problème ? Tout ce bétail fait grimper la demande en céréales. Et flamber les prix.

MATO GROSSO

L'empire du soja brésilien

Lui, il remercie tous les jours les Chinois. Grâce aux exportations vers la Chine, devenue l'un des principaux clients du Brésil, les affaires de Blairo Maggi, le patron du groupe Amaggi, leader mondial de la production de

soja, vont plus que bien. Même si les pluies incessantes du début de l'année ont retardé la récolte, l'argent devrait pleuvoir dans les caisses cette année. Le cours du soja a atteint un niveau record depuis le début de l'année. Blairo Maggi remercie aussi la crise de la vache folle. Depuis l'interdiction des farines animales, nos vaches sont devenues accros à la farine de soja, petit concentré de protéines. Sans compter que l'huile de soja vaut également de l'or grâce, encore et toujours, à ces fameux agrocaburants. Evidemment, tout cela a un coût. Dans le Mato Grosso, la province dont Blairo Maggi est le gouverneur, la forêt amazonienne est tailladée sans relâche pour faire place aux plantations de soja : Blairo Maggi a d'ailleurs reçu le prix « menottes d'or » de Greenpeace, au titre de l'homme ayant le plus contribué à la déforestation de la planète. « *Et le développement ne profite qu'à un petit nombre* », dit Catherine Gaudard, du CCFD (Comité catholique contre la Faim et pour le Développement), qui a lancé la campagne « Soja contre la vie ». « *Le soja a chassé beaucoup de paysans hors de leurs terres*. » Et il ne nourrit pas (1). 40 millions de personnes souffrent de malnutrition au Brésil.

TROIS QUESTIONS À MARCEL MAZOYER*

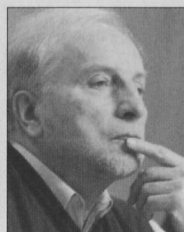
« Chaque année, la faim tue 9 millions d'humains »

Le Nouvel Observateur. – La situation alimentaire mondiale a-t-elle été modifiée par la hausse des cours des matières premières agricoles ?

Marcel Mazoyer. – La situation alimentaire mondiale était déjà catastrophique avant la hausse. 3 milliards d'humains disposent de moins de 2 euros par jour. Parmi eux, 2 milliards souffrent de malnutrition due à des insuffisances en micronutriments (fer, iode, vitamine A, C...) ; 860 millions souffrent de la faim presque tous les jours, et 9 millions en meurent chaque année. On sait que 80% de ces affamés étaient des paysans mal lotis, appauvris par trois décennies de baisse des cours (le cours du blé est tombé de 600 euros la tonne en 1975 à 100 euros ces dernières années), ou des ex-paysans condamnés à l'exode vers les camps de réfugiés et vers les bidonvilles. Les plus touchés par la hausse des prix alimentaires actuelle sont les enfants de paysans devenus chômeurs ou salariés occasionnels (à 1 euro par jour) qui constituent la moitié de la population des bidonvilles. Auxquels il faut ajouter les paysans réfugiés dans des camps. Et les centaines de millions de paysans sans terre ou quasi sans terre expropriés aux époques coloniales (Amérique latine, Afrique du Sud) ou communistes (Ukraine, Russie).

N. O. – Les paysans du Sud peuvent-ils profiter de la hausse des cours ?

M. Mazoyer. – Naturellement, tout paysan resté vendeur net de produits agricoles verra son revenu augmenter. Tous ceux qui arriveront à un revenu supérieur à leurs besoins de consommation pourront investir quelque peu et progresser. Mais les hauts cours vont surtout entraîner (comme en 1973-1978) un afflux



Xavier Mouton/GlobePix

massif de capitaux nomades vers les forêts amazonienne, indonésienne et maintenant congolaise. Choissant les terres les plus fertiles, exploitant la main-d'œuvre la moins chère, l'agro-business aura bientôt reconstitué les stocks mondiaux. Il recommencera à produire des excédents exportables en quantité croissante et à des prix de nouveau décroissants...

N. O. – C'est une idée admise que l'on est entré dans une pénurie alimentaire due, entre autres, à l'élévation du niveau de vie dans certains pays en développement. Est-ce votre avis ?

M. Mazoyer. – On disait exactement la même chose en 1975. En fait, la consommation alimentaire mondiale augmente très régulièrement, et à peine plus vite que la population (qui augmente actuellement de 1,34% par an, contre 2% il y a trente ans). Dans les pays développés, la consommation par tête plafonne. Elle plafonne ou diminue dans les pays les plus pauvres. Et dans les pays émergents, seules les nouvelles

classes moyennes, encore peu nombreuses, consomment plus de viande. Il n'y a donc pas d'explosion de la consommation mondiale.

Dans cinquante ans, pour nourrir convenablement 9,5 milliards d'humains – contre 6,5 aujourd'hui – il faudra doubler la production. Nous disposons d'assez de terres cultivables et de techniques durables pour le faire. Mais il est indispensable de commencer par éradiquer la pauvreté rurale et urbaine.

Propos recueillis par Jean-Jacques Chiquelin

(*) Ex-président du Comité du Programme de la FAO et professeur des universités francophones belges.

PARIS

Les Restos du Cœur en rade

Des queues interminables devant les soupes populaires ou les Restos du Cœur, cet hiver ? C'est le scénario catastrophe que prédisent les associations caritatives, touchées de plein fouet par la hausse des matières premières. Elles comptent toutes sur le PEAD, le Programme européen d'Aide alimentaire aux plus Démunis, qui permet d'acheter les surplus en blé de la PAC. Seulement voilà, le cours du blé a flambé de 100% alors que l'aide européenne a à peine augmenté. « On a fait le calcul. Au bas mot, il y aura 14 millions de repas en moins pour l'hiver prochain, s'alarme Olivier Berthe, des Restos du Cœur. On va devoir refuser des gens. Mais sur quels critères ? » Même inquiétude dans le réseau des Banques alimentaires, où la collecte de produits pour la première fois est en baisse de 7% : pénalisés par la valse des étiquettes, les Français ont été moins généreux cette année à offrir farine, blé, huile ou riz. Cet hiver, l'équation risque d'être terrible. Moins de repas, certes. Mais a priori plus de demandeurs : « On a déjà de plus en plus de salariés qui ne peuvent pas joindre les

deux bouts et qui utilisent l'aide alimentaire pour faire la jointure, constate Pierre de Poret, des Banques alimentaires. Avec la baisse de pouvoir d'achat, cela risque d'être pire. »

LONDRES

La City fait du blé... sur le blé

Ils appellent cela les *soft commodities*. Les matières premières « douces », pour les opposer aux « hard », comme le pétrole. Ou encore les « ags », pour *agricultural commodities*. Comprennez le blé, le soja, le maïs. Des marchés qui n'inspiraient que dédain aux financiers de la City il y a quelques mois. Mais entre-temps il y a eu la crise des subprimes. Les licenciements dans les banques. Sur fond de ruines, un seul secteur affiche une prospérité insolente : les ags. Valeur refuge en ces temps troublés. « Toutes les banques sont en train d'embaucher dans ce secteur, alors que sur les produits dérivés elles dégraisent », dit Paul Chrispin, recruteur chez Principal Search. Les ags, c'est vraiment le secteur chaud en ce moment. » Preuve de cet engouement : chez Goldman Sachs, une star du trading dans le pétrole a été affectée aux ags. Et c'est encore grâce aux ags que la machine à bonus va pou-

voir tourner : Paul Chrispin estime que les meilleurs traders devraient atteindre la barre des 10 millions de dollars. La City s'est mise à lorgner du côté de Genève, la capitale du négoce des matières premières, pour débaucher de nouvelles recrues. « Tous les pros de Cargill ou de Louis-Dreyfus se font harceler au téléphone, dit Max, ex-«trader commodities». On leur dit juste des chiffres : 1, 2, 3. » Comprenez millions d'euros. Max a senti le vent tourner et il a monté un *hedge fund* (fonds spéculatif) spécialisé en ags. Il a choisi de s'installer à Genève, rue du Rhône, la rue des millionnaires avec ses magasins d'horlogerie de luxe et ses banquiers. Max dit qu'il se sent « parfaitement «confortable» dans son activité, même s'il préférerait « bosser dans le microcrédit ». Cela l'agace un peu quand on lui parle du rôle de la spéculation financière sur la hausse des prix à Dakar ou à Conakry. Responsables mais pas coupables ? « Les hedge funds sont venus sur ce secteur car il y avait du jus à se faire. C'est le système qui est comme ça. »

DOAN BUI

(avec Frédéric Saliba au Mexique et Huy Le Khac au Vietnam)

(1) En Asie, il est transformé en tofu, mais le processus industriel est différent.